

01   Tendances migratoires	1
02   Contrôle et gestion des frontières	2
03   Accueil, protection, intégration	5
04   Contexte socio-politique - faits marquants	7
05   Actualités du RAEMH et du réseau Caritas	10



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

## 01 | Tendances migratoires

### Migrations transnationales

**Jubilé des migrants:** dans son homélie prononcée à l'occasion du Jubilé des migrants et du monde missionnaire, [le pape Léon XIV](#) a exhorté à promouvoir une culture de fraternité sur le thème des migrations : « *Frères et sœurs, ces bateaux qui espèrent apercevoir un port sûr, et ces yeux remplis d'angoisse et d'espoir cherchant à atteindre le rivage, ne peuvent et ne doivent pas rencontrer la froideur de l'indifférence ni la stigmatisation de la discrimination* ».

**Méditerranée occidentale :** au mois d'octobre, un homme est parvenu à atteindre l'enclave espagnole de Ceuta depuis le Maroc [en utilisant un parapente](#). A peine une semaine plus tard, les [campements aux abords de Ceuta ont été vidés](#), 400 personnes ont été interpellées puis expulsées vers l'est et le sud du pays. Selon les médias, des appels à traverser la frontière étaient relayés dans les réseaux sociaux ces derniers temps. Les gendarmes marocains ont d'ailleurs procédé à l'arrestation d'un [mineur soupçonné d'appeler sur les réseaux sociaux](#) la jeunesse marocaine à rejoindre en masse la frontière pour entrer de manière irrégulière dans l'enclave espagnole. Depuis le début de l'année, au moins [30 personnes sont décédées](#) en tentant la traversée. .

**Méditerranée centrale:** 3 collectifs militants - Refugees in Libya, Refugees in Niger, Refugees in Tunisia - ont rédigé ensemble ["Le livre de la honte"](#), qui dénonce, à travers des centaines de témoignages, "l'abandon" et la « négligence » par le HCR de ces populations vulnérables en



Rapports périodiques du Mixed Migration Center (MMC) par régions : [Afrique de l'ouest](#), [Afrique du Nord](#), [Europe](#)



[Rapport annuel de Caritas sur la migration](#), intitulé « *Jeunes d'origine étrangère : avec eux, l'Italie se transforme et espère* », selon lequel la population étrangère est en hausse, représentant 10,5 % de la population active et 11,5 % de la population étudiante totale.



[Rapport de l'ONG SOS Humanity](#) selon lequel près d'une personne sur cinq secourue en mer méditerranéenne est mineure.



[Rapport de l'Organisation internationale pour les migrations \(OIM\), du Global Data Institute \(GDI\) et du Centre de surveillance des déplacements internes \(IDMC\)](#), première analyse mondiale des caractéristiques des communautés vivant dans des zones touchées par les déplacements internes et qui révèle que 88 % de ces communautés comptent une proportion d'enfants supérieure à la moyenne mondiale, 93 % ont des revenus plus faibles, 66 % un niveau d'éducation inférieur et 61 % une espérance de vie plus courte, ce qui souligne leur vulnérabilité disproportionnée.

Libye, en Tunisie et au Niger. En réponse, le HCR souligne que la responsabilité première de protection incombe aux Etats et que le HCR se voit "limité par les conditions difficiles en matière de sécurité et de protection, ainsi que par la crise mondiale du financement".

**Atlantique:** la **Gambie** devient un [point de départ de plus en plus fréquent](#) pour la route vers les Canaries, alors que les contrôles des côtes marocaines, mauritaniennes et sénégalaises se sont renforcés. Le trajet est de 1.600km. Fin octobre, une pirogue venant de Gambie transportant une centaine de personnes a [échoué sur une plage de Dakar](#). Fin septembre une [embarcation avec plus de 200 passagers](#) venant de Gambie a atteint El Hierro, 2 autres [étaient arrivées mi-septembre avec 300 passagers](#) au total. Depuis janvier, les arrivées ont nettement diminué aux **Canaries** ;, un peu plus de 12 000 personnes ont rejoint l'archipel depuis le début de l'année, contre plus de 26 000 à la même période de 2024.

En **Mauritanie**, 15 partis politiques et organisations de la société civile ont lancé un [appel pour dire stop aux contrôles au faciès et au non-respect des droits des migrants](#). À l'origine de ce communiqué, l'arrestation d'un écrivain négro-mauritanien alors qu'il marchait non loin de son domicile. Au terme d'une visite dans le pays, le [rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'Homme des migrants](#) a exhorté les autorités mauritaniennes à "mieux aligner les pratiques

dans le pays sur les normes internationales en matière de droits humains".

**Afrique de l'Est:** de plus en plus de personnes en provenance d'Ethiopie et qui transitent par la Somalie afin de rejoindre le golfe d'Aden (vers le Yémen) sont [captées par l'Etat islamique](#) implanté dans la région.

**Mali/Burkina:** nouveaux [afflux de réfugiés](#) dans le centre du Mali (région de Bandiagara), ce qui provoque une situation d'«urgence humanitaire » dans la région. Plus de 1500 personnes arrivent chaque jour.

**Ghana/Côte d'Ivoire:** début septembre, au moins [13.000 personnes](#), ont fui la région ghanéenne des Savanes, en proie à des [affrontements entre les ethnies Birifor et Gonja](#) pour trouver refuge dans le nord-est de la Côte d'Ivoire. Au Ghana, 31 personnes sont mortes, 48.000 déplacées.

**Réseaux sociaux:** les plateformes les plus populaires sont devenues l'espace dans lequel de nombreuses personnes en mobilité, surtout des jeunes, [mettent en scène leur périple migratoire, voire héroïsent l'expérience et idéalisent l'Europe](#). Début septembre, sept garçons (15-17 ans) ont réussi à atteindre une plage des Baléares depuis l'Algérie à bord d'une [embarcation de plaisance volée](#), tout en diffusant en direct leur périple sur TikTok, l'Algérie a sollicité [leur rapatriement](#).

## 02 | Contrôle et gestion des frontières

### Coopération & gouvernance

**Libye/UE:** 42 ONG [exhortent l'UE à mettre fin à son partenariat avec la Libye](#), qui consiste au financement et à la [formation des garde-côtes libyens](#) afin d'intercepter les migrants en mer. L'ONG SOS Méditerranée et des membres du navire Ocean Viking ont [porté plainte en France pour "tentative d'assassinat" et "association de malfaiteurs"](#), après que le navire humanitaire a été pris pour cible par des tirs des garde-côtes libyens en août dernier.

**Royaume-Uni/France :** une quinzaine d'organisations [réclament la suspension immédiate - et l'annulation - de l'accord "un pour un"](#) qui prévoit un échange de migrants entre Paris et Londres. Les associations dénoncent [la remise en cause du droit d'asile](#) et des conventions internationales. Depuis son entrée

en vigueur, 26 personnes ont été renvoyées en France par les autorités britanniques. Plus de 35.000 personnes ont atteint le sol britannique depuis le mois de janvier (26.000 l'an dernier au même moment). Un record pour cette période de l'année. [Plus de 1.000 personnes sont arrivées](#) au cours de la seule journée du 19 septembre.

**UE :** la Commission européenne a dévoilé [son nouveau Pacte pour la Méditerranée](#), un cadre régional définissant les priorités du partenariat entre l'UE et les pays du sud de la Méditerranée, notamment en matière de migration. Bien que le pacte fasse référence aux droits humains et aux visas de travail, il met clairement l'accent sur la surveillance des frontières, le partage de renseignements et la coopération avec Frontex et les États partenaires.

**Italie/Turquie:** signature [d'un accord pour renforcer leur coopération en matière migratoire](#) notamment en provenance de Libye.

## Surveillance, refoulements, contrôles

---

**Atlantique :** [19 personnes mises en examen](#), mi-septembre, à la suite d'une traversée de plus de 300 personnes parties du Sénégal, pour des faits d'homicides et d'encouragement à l'immigration irrégulière. En mer, ce sont les passeurs qui imposent un climat de terreur. Selon les témoignages des rescapés, les accusés ont notamment passé par-dessus bord plusieurs personnes accusées de "sorcellerie".

Les **interceptions et sauvetages** se multiplient depuis les côtes [sénégalaises](#) et [mauritaniennes](#). Côté sénégalais, selon le Comité interministériel de lutte contre la migration irrégulière (CILMI), [1 946 personnes ont été interpellées, 74 convoyeurs arrêtés et 32 pirogues](#) saisies par les forces de sécurité durant le 1er semestre 2025. Côté mauritanien, entre janvier et avril, [30 000 personnes ont été appréhendées et 88 réseaux](#) de passeurs démantelés.

En **Mauritanie**, [2 centres de rétention ont été inaugurés](#) (à Nouakchott et Nouadhibou), financées par l'Espagne et le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE. Bien que ces centres soient désignés comme « centres d'accueil temporaires », tous les éléments indiquent qu'il s'agit de centres de rétention, prévoyant même la détention de mineurs (des berceaux sont prévus), ce qui est interdit par la législation espagnole.

Selon des informations recueillies par le quotidien El País, Frontex et la Police espagnole sont [soupçonnées d'avoir enfreint le caractère volontaire d'entretiens de débriefings](#) réalisés auprès de personnes arrivées au Canaries. Censés permettre de recueillir des informations sur les flux migratoires, et d'autres renseignements utiles au démantèlement des réseaux de passeurs, ces entretiens doivent être volontaires et ne peuvent en aucun cas servir à collecter des informations personnelles sur la personne interrogée. Cependant, l'agence européenne et les autorités espagnole semblent avoir utilisé les informations collectées dans le cadre de poursuites envers d'éventuels suspects de trafic de migrants, qui sont souvent des migrants comme tout le monde, mais criminalisés pour avoir conduit des bateaux.

**Méditerranée centrale:** une **association italienne**, Mediterranea Saving Humans,, qui avait [collecté des photos montrant l'implication de membres de l'armée libyenne dans le trafic](#) d'être

humains, se retrouve désormais sur le [banc des accusés](#) devant un tribunal sicilien pour « complicité aggravée d'immigration clandestine » pour des faits remontant à 2020. Par ailleurs, des avocats spécialisés dans les droits humains ont [saisi la Cour pénale internationale des noms de 120 dirigeants européens](#) — dont le président français Emmanuel Macron et l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel — les accusant de crimes contre l'humanité commis sur des migrants en mer Méditerranée.

En **Tunisie**, ouverture du [procès de Mustapha Djemali, président du Conseil tunisien pour les réfugiés \(CTR\) et ancien cadre du HCR](#), incarcéré depuis 17 mois, et accusé d'avoir "facilité l'entrée clandestine" et l'hébergement de personnes exilées. Cette audience marque le début d'une série de procès visant des représentants d'organisations humanitaires venant en aide aux personnes migrantes.

**Italie/France:** Depuis début 2025, près de 10.400 interceptions ont été réalisées à la frontière franco-italienne. Après une [légère baisse, les tentatives de passage repartent à la hausse](#) ces dernières semaines. Mais les contrôles policiers accrus et la militarisation de la frontière poussent les exilés à prendre encore plus de risques pour les contourner.

**Manche :** 2 personnes renvoyées de force en France alors qu'elles étaient dans les eaux anglaises à bord d'un cargo. Les humanitaires dénoncent un [refoulement](#), pratique illégale au regard du droit international.

**UE :** Les autorités italiennes se sont associées à Frontex, à l'Agence européenne pour l'asile (EUAA) et Europol [pour tester un nouveau processus de contrôle à l'échelle de l'UE sur l'île de Lampedusa](#) avant la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile. Cette nouvelle phase entrera en vigueur en juillet 2026 et comprendra des contrôles sanitaires et de vulnérabilité, la fourniture d'informations, l'enregistrement biométrique dans EURODAC, ainsi que des contrôles d'identité et de sécurité via différents systèmes.

Aussi, les États membres de l'UE ont commencé à [mettre en place des contrôles biométriques à leurs frontières](#) pour les ressortissants de pays

tiers. Le but est de recenser dans un fichier commun les noms, numéros de passeport, empreintes digitales et photos de tous les

ressortissants de pays tiers se rendant en Europe en remplacement du tampon manuel apposé sur le passeport .

## Disparitions, sauvetages

---

**Méditerranée centrale:** le 22 octobre, les [corps de 40 personnes](#) dont des nourrissons ont été retrouvés au large de la Tunisie à la suite du chavirement de leur embarcation, 30 personnes ont été secourues.

En Libye toujours, fin octobre, l'ONG [Médecins sans frontières a été "sommée" par les autorités de quitter le pays](#) ; En mars, MSF avait été contrainte de suspendre ses activités (avec d'autres ONG). Tripoli les accusait de mener des actions "hostiles visant à modifier la composition démographique du pays" en "installant des migrants" d'Afrique subsaharienne sur son territoire.

**Atlantique :** Le navire [Open Arms s'est installé deux mois aux îles Canaries](#) pour mener une campagne de sensibilisation auprès de la population sur la situation critique de cette route migratoire.

Deux associations marocaines ont demandé aux autorités de leur pays de lancer des [recherches pour tenter de retrouver 44 personnes disparues](#) (27 Marocains (dont 3 femmes et 2 enfants) et 17 ressortissants d'Afrique subsaharienne) avec leur bateau, au large de Dakhla, depuis le 24 septembre. Les familles des passagers, sans nouvelles de leurs proches, ont donné l'alerte.

## Expulsions / retours / relocalisation

---

### Retours

**Mauritanie:** selon l'OIM, près de [2.000 "retours volontaires" ont eu lieu depuis le début de l'année](#) (le double qu'en 2024). La majorité concerne des ressortissant.e.s guinéens et des enfants. Selon l'OIM, depuis 2022, près de la moitié (45%) des personnes rapatriées par "retour volontaire" depuis la Mauritanie sont des enfants non accompagnés ou séparés.

### Expulsions

**UE/Retour:** après que la Commission européenne ait présenté une nouvelle proposition de Règlement retour, destinée à remplacer l'actuelle Directive, de nombreuses organisations ([Caritas Europa](#), [Migreurop](#), [PICUM](#), [CCFD-Terre solidaire et Cimade](#), [ECRE](#)) ont publié des documents de décryptage alertant des conséquences dangereuses de cette proposition qui entrerait en vigueur en 2026. Cette révision étendrait notamment la détention (y compris pour les enfants), l'expulsion, l'externalisation, le profilage racial et la surveillance des personnes en situation irrégulière. Le texte est toujours en cours de négociation et d'autres révisions pourraient apparaître avant décembre. Dans un nouveau rapport intitulé « [Externalisation des politiques d'asile et de migration et droit international des droits de l'homme](#) », le Conseil De l'Europe [met](#)

[en garde contre l'externalisation du traitement des demandes d'asile](#), des renvois de migrants et du contrôle des frontières vers des pays tiers. D'ici là plusieurs pays européens, Italie en tête, réclament une [accélération des expulsions](#). L'Allemagne a proposé de [procéder à des expulsions vers l'Afghanistan pour le compte d'autres États membres de l'UE](#), tout comme « d'autres pays pourraient peut-être prendre en charge les rapatriements lorsqu'ils ont négocié des accords plus avantageux en matière de retour », à condition de conclure des accords correspondants avec les pays tiers.

**Afghanistan :** Pressée par 20 pays de l'UE (notamment l'Allemagne et la Belgique), la [Commission européenne a annoncé avoir entamé des discussions avec les Talibans](#) pour expulser les ressortissants afghans en situation irrégulière. Pour l'heure, les retours de demandeurs d'asile déboutés sont du ressort des Etats.

**EEUU/Afrique:** les accords passés entre les Etats Unis et certains Etats africains pour faciliter les expulsions de personnes en situation irrégulière sur le territoire nord-américain se poursuivent. Le [Ghana](#), après avoir nié toute contrepartie, a finalement reconnu avoir obtenu, en échange, la levée des restrictions sur les visas. 5 personnes rapatriées au Nigeria et en Gambie, où elles sont parfois menacées de persécutions ou de torture, accusent Washington d'avoir téléguidé leur

retour illégal via Accra et ont [porté plainte aux Etats Unis](#). Aussi, une [plainte a été déposée à Accra](#) par un cabinet d'avocats ghanéen représentant 11 des 14 ressortissants ouest-africains arrivés début septembre, qui reprochent notamment à l'Etat leur détention dans un camp militaire. En [Eswatini](#), 5 hommes originaires de Cuba, de Jamaïque, du Laos, du Vietnam et du Yémen, ont été incarcérées sans motif dans une prison de haute sécurité et se sont vu refuser tout contact avec leurs avocats. L'ONG [Human Rights Watch \(HRW\)](#) exhorte les gouvernements africains à refuser d'accepter les personnes expulsées des Etats-Unis et à annuler les accords déjà en vigueur. Pour sa part, le [Burkina Faso affirme avoir refusé d'accueillir des personnes expulsées](#) des Etats Unis.

**Ceuta.** L'ancienne déléguée du gouvernement, et l'ancienne vice-présidente de la ville ont été condamnées à [9 ans d'inéligibilité pour avoir renvoyé en dehors de tout cadre légal 55 mineurs marocains](#) entrés dans l'enclave espagnole en mai 2021. Ils avaient été expulsés vers le Maroc trois mois après leur arrivée.

**Ouganda/Pays Bas :** les deux pays ont signé une lettre d'intention, en vue d'un prochain accord pilote, qui prévoit [d'envoyer, depuis les Pays Bas, les personnes déboutées de l'asile et originaires des pays voisins vers l'Ouganda](#).

**Soudan/Suède:** Selon une enquête de la radio publique suédoise, Stockholm a versé 9 millions d'euros d'aide publique au développement à des projets contrôlés par le gouvernement somalien, en [échange du retour de 28 des ressortissants](#) du pays africain.

## Relocalisations

**UE:** d'ici la fin de l'année 2025, au moins [30.000 demandeurs d'asile par an devraient être relocalisés](#) depuis les pays de première ligne, comme la Grèce ou l'Italie, vers les États moins exposés de l'UE, sous peine d'une amende de 20.000 euros par personne « refusée » ne cas de refus. Pour autant, les résistances sont nombreuses, notamment avec la Hongrie, la Pologne, l'Autriche et la Slovaquie.

# 3 | Accueil, protection, intégration

## Premier accueil

**Espagne :** 6 mois après la signature d'un accord sur la répartition des mineurs isolés arrivés dans l'archipel vers la péninsule espagnole, le président des îles Canaries a accusé le gouvernement central de [lenteur dans les transferts](#), et de ne pas avoir fait preuve de la « même diligence » dans [l'accueil des enfants migrants africains](#) que dans celui des réfugiés ukrainiens, attribuant cette situation au racisme.

**France:** une vidéo relayée sur les réseaux sociaux montrent comment des [militants britanniques d'extrême droite sont venus intimider](#) des

personnes exilées près de Calais, arrachant les couvertures des exilés - semblant revenir d'une tentative de traversée - pointant des lampes torches sur eux et leur intimant l'ordre de quitter les lieux.

**Italie:** à la frontière franco-italienne, un [campement a été démantelé](#) sur ordre du maire après une fusillade survenue le 7 septembre, au cours de laquelle deux personnes ont été blessées.

## Asile, Séjour

**UE.** le [nombre de demandes d'asile dans l'UE a chuté](#) de plus de 20 % ces six derniers mois, selon l'Agence de l'UE pour l'asile. Cette chute ne serait pas en raison de politiques migratoires des pays européens, mais plutôt du renversement de Bachar el-Assad en Syrie.

**Allemagne :** [suppression de la possibilité d'obtenir un passeport après trois ans de séjour](#), mesure qui avait été introduite en 2024 qui facilitait les naturalisations en les autorisant après 5 ans de séjour (3 ans dans certains cas) au lieu de 8.

**Espagne:** dans un discours début septembre, le Premier ministre Pedro Sánchez a affirmé une [baisse de 30 % des arrivées irrégulières](#) et a insisté sur le fait qu'au cours de la dernière décennie, seulement 6 % des étrangers étaient entrés en Espagne de manière irrégulière. Alors que l'attention médiatique se concentre sur le nombre d'arrivées par bateau en provenance d'Afrique de l'Ouest via les Canaries, la majorité des personnes demandant une protection internationale en Espagne viennent du Venezuela et de Colombie. La question migratoire est en train de devenir un [véritable enjeu électoral en Espagne](#). Le parti traditionnel de droite propose par exemple un système de [permis de séjour « à points »](#) en fonction des secteurs d'activités, de la capacité d'« adaptation » à la culture espagnole...

**France :** selon un rapport de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), la [France compte 6 millions de personnes étrangères résidant légalement](#) dans le pays, soit 8,8% dans la population (moyenne européenne s'élève à 9,6%). Cette proportion est également inférieure à celle de l'Italie (8,9%), l'Espagne (13,4 %), la Belgique (13,8%) et l'Allemagne (14,5%). L'ONG [La Cimade a renouvelé sa campagne annuelle](#) dénonçant les pratiques des préfectures qui empêchent les personnes en situation irrégulières d'obtenir des permis de séjour en multipliant les obstacles bureaucratiques. L'organisation dénonce un cercle vicieux où les retards dans les rendez-vous entraînent la perte du permis de séjour, des contrôles policiers et des ordonnances d'expulsion, même pour les résidents de longue date qui ont un emploi et des enfants à l'école. De plus en plus de [sociétés commerciales vendent leurs services d'aide administrative pour les personnes en demande de régularisation](#). Elles promettent un accompagnement personnalisé, des procédures accélérées, des titres de séjours en peu de temps... moyennant finance. Des publicités mensongères sont

placardées régulièrement dans les couloirs du métro parisien notamment.

**Italie :** [Un an après l'ouverture en Albanie de deux camps](#) censés accueillir les migrants arrêtés dans les eaux italiennes, les lieux sont presque vides. Selon des ONG italiennes, 132 personnes y ont été envoyées en un an.

En revanche, [41 personnes réfugiées sont arrivées en Italie via un couloir humanitaire](#) depuis la Jordanie. Elles seront accompagnées tout au long de leur processus d'intégration par des opérateurs Caritas, présents dans les six villes qui doivent les accueillir.

**Grèce:** Le gouvernement a décidé de [limiter drastiquement les dépenses destinées aux réfugiés statutaires](#), baissant le montant de 30%. Au cœur de cette réforme, la suppression d'un programme qui permettait aux réfugiés de bénéficier d'une aide financière pour se loger, l'un des seuls dispositifs spécifiquement dédiés à l'intégration des personnes réfugiées dans la société grecque.

**Royaume Uni:** dans un contexte de révision à venir du système d'asile et de [manifestations répétées contre l'immigration](#), le gouvernement a annoncé une [suspension pour les nouvelles demandes de regroupement familial](#), ainsi qu'un [durcissement des conditions d'obtention du titre de séjour permanent](#).

**Portugal:** adoption d'une réforme de sa loi sur l'immigration qui [durcit les conditions d'entrée dans le pays](#), notamment l'accès au regroupement familial.

**Mali:** Le ministère des Affaires étrangères a annoncé sa décision de mettre en œuvre un [programme de visas pour les voyageurs arrivant des États-Unis](#) « identique » à celui imposé par Washington aux citoyens du pays africain, qui, à partir du 23 octobre, devront fournir un dépôt de 5 000, 10 000 ou 15 000 dollars (4 300, 8 600 ou 12 900 euros) lors de leur demande de visa.

## Intégration - protection

---

**Espagne.** le gouvernement a publié un [dossier contre les clichés sur l'immigration et la montée de l'islamophobie](#), montrant que les personnes immigrées s'intègrent et contribuent davantage qu'elles ne reçoivent de la société. Les [personnes de confession musulmanes sont la principale cible des discours xénophobes](#), comme le souligne l'observatoire gouvernemental du racisme et de la xénophobie qui recense que 94

% des 47.717 messages haineux recensés sur les réseaux sociaux au cours des 30 derniers jours visaient les Nord-Africains (54 %) et les musulmans (40 %).

**France:** [Plus de 3.200 mineurs étrangers isolés - ou non accompagnés - sont en recours](#) auprès d'un juge pour faire reconnaître leur minorité et demander à être pris en charge. Près d'un millier

d'entre eux vivent à la rue, leurs conditions de vie sont alarmantes selon [un rapport inter-associatif](#). Ce constat s'est vu appuyé par la publication d'un [rapport du Comité des droits de l'enfant de l'ONU](#) déclarant avoir constaté que la France était responsable de violations graves et systématiques des droits des enfants migrants non accompagnés.

**Italie:** [L'Association nationale des municipalités italiennes \(ANCI\)](#) a demandé une réunion au ministère de l'Intérieur pour aborder une série de questions urgentes liées à l'accueil des migrants dans tout le pays, notamment le « [manque de financement national pour accueillir les mineurs](#),

les difficultés rencontrées pour gérer les débarquements des navires d'ONG menant des opérations de sauvetage en mer et le manque d'informations sur la mise en œuvre du Pacte européen sur la migration et l'asile ».

**Royaume Uni.** cherche des [alternatives à l'hébergement des demandeurs d'asile dans des hôtels](#) et envisage l'usage de sites militaires. Depuis la mi-juillet, de nombreux Britanniques manifestent régulièrement devant les hôtels logeant des exilés. Actuellement, plus de 32 000 personnes sont hébergées dans des hôtels - sur un total de 111.000 demandeurs d'asile répartis à l'intérieur du pays.

## Travail

---

**UE:** Une [nouvelle étude publiée par la London School of Economics](#) intitulée « *Le retour de l'État : comment les gouvernements européens régulent la concurrence des travailleurs migrants sur le marché du travail* » montre comment l'Autriche, l'Allemagne, l'Irlande et le Royaume-Uni ont progressivement renforcé les règles qui régissent l'accès à l'emploi des personnes étrangères vivant dans le pays. Au lieu de miser uniquement sur le contrôle des frontières, les gouvernements introduisent ainsi [des restrictions pour déterminer qui peut être embauché, à quelles conditions et pour quel salaire](#).

**France.** 11 Marocains et Marocaines ont [saisi la justice pour faire valoir leurs droits après avoir travaillé de manière irrégulière et dans des conditions précaires](#) pour un sous-traitant de grands groupes, notamment pendant la période du Covid-19.

**Italie :** Le Conseil des ministres a adopté un [décret-loi visant à garantir l'entrée « légale et ordonnée » des travailleurs étrangers](#) et à lutter contre le travail illégal, introduisant certaines nouveautés notamment l'extension du droit de séjourner légalement en Italie et d'y travailler temporairement dans l'attente de la conversion de leur permis de séjour.

**Maroc:** de plus en plus de ressortissants ouest africain, bénéficiant d'exemption de visa ou de facilités, décident de [s'installer à Casablanca pour faire des affaires](#).

Le [secteur agricole](#) quant à lui, canalise aussi une forte main d'œuvre originaire d'Afrique subsaharienne, cette fois-ci en situation irrégulière (plus de 10.000 personnes). Nombreux sont en situation d'exploitation et ont de grandes difficultés d'intégration.

# 04 | Contexte socio-politique - faits marquants

## Tendances mondiales

---

**Education :** Selon UNICEF, les coupes opérées dans les financements mondiaux pourraient induire la [déscolarisation de 6 millions d'enfants supplémentaires](#) l'an prochain, une perte d'élèves équivalente aux effectifs cumulés de toutes les écoles primaires d'Allemagne et d'Italie. L'Afrique de l'Ouest et centrale est la région la plus menacée (1,9 million d'enfants concernés), tandis qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ce sont 1,4 million d'enfants supplémentaires qui pourraient être déscolarisés.

## Afrique

---

## Afrique du Nord

**Maroc:** le pays a été secoué par un mouvement de contestation de la jeunesse très suivi, à l'issue duquel au moins 600 personnes ont été interpellées et en attente de jugement. Les manifestations quotidiennes depuis le 27 septembre ont cessé depuis le 10 octobre, jour du très attendu [discours du roi Mohammed VI au Parlement](#). Le roi s'est gardé de toute allusion au mouvement de protestation mais a repris dans son discours deux des [principales doléances du collectif GenZ 212](#): la création d'emplois et la mise à niveau des services publics d'éducation et de santé. Dans la foulée, [des projets de loi ont été adoptés pour inciter les jeunes](#) à se lancer en politique. Dans les domaines de l'éducation et de la santé, quelque 27 000 postes seront créés.

Par ailleurs, victoire diplomatique pour le Maroc, après que le conseil de sécurité de l'ONU ait adopté, fin octobre, une [résolution reconnaissant le plan d'autonomie de Rabat](#) comme la référence principale d'une recherche de solution du Sahara.

**Tunisie:** [Deux des plus puissantes associations du pays](#) (l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), et le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES), [ont été suspendues](#) pour un mois, accusées d'attiser les tensions dans le pays. Dans ce climat de répression généralisée, un [homme a été condamné à mort](#) pour des publications Facebook critiques du pouvoir (l'exécution est suspendue dans le pays depuis 1991).

## Afrique de l'Ouest

**AES:** Le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont annoncé leur [retrait de la CPI](#), dénonçant un « instrument de répression néocolonial aux mains de l'impérialisme ».

**Bénin:** alors que les prochaines élections s'annoncent pour avril 2026, le [principal candidat de l'opposition, recalé, a finalement annoncé qu'il renonçait](#) à la présidentielle.

**Burkina Faso:** une [nouvelle loi rend l'homosexualité illégale et passible de prison](#) et d'amendes. Jusqu'à présent, aucune loi nationale ne visait particulièrement les personnes homosexuelles, qui vivent toutefois discrètement dans le pays.

Sur le plan politique, [la commission électorale indépendante a été dissoute](#), le ministère de l'administration territoriale, assumera désormais cette fonction.

Aussi, les [relations avec le pays voisin, la Côte d'Ivoire, restent extrêmement tendues](#). Le chef de la junte a, pour la première fois, confirmé l'arrestation, le 24 août, de six fonctionnaires ivoiriens.

**Côte d'Ivoire:** élections présidentielles qui ont finalement abouti à la [réélection de Alassane Ouattara, pour un 4<sup>ème</sup> mandat](#). A quelques jours du scrutin, le [gouvernement avait interdit, pour une durée de deux mois toute manifestation ou meeting](#) des partis ou groupements politiques, sauf ceux des cinq candidats en lice pour le scrutin.

Sur le plan économique, face aux [difficultés de la filière cacao](#), la Côte d'Ivoire et le Ghana revalorisent le prix payé aux planteurs. En Côte

d'Ivoire, le cacao pèse entre 15 et 20 % du PIB et génère près de 40 % des recettes d'exportation.

**Guinée:** le référendum pour une nouvelle constitution a recueilli près de [90% de « oui »](#), ouvrant ainsi la voie au chef de la junte au pouvoir, Mamadi Doumbouya, pour une future [élection présidentielle, dont le scrutin est convoqué le 28 décembre](#) prochain.

**Guinée Bissau:** alors que le scrutin pour les élections présidentielles se prépare pour le 23 novembre, le [principal opposant a été exclu d'une liste provisoire des candidatures](#) validées, et l'armée a annoncé avoir [déjoué une « tentative de subversion de l'ordre constitutionnel »](#).

**Mali:** Depuis le mois de septembre, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaïda, organise un [blocus sur le carburant](#) importé des pays voisins du Mali, ce qui a engendré la [fermeture temporaire des écoles et des universités](#) à cause de la pénurie.

Sur [le plan diplomatique, la crise entre Bamako et Alger](#) se poursuit après qu'en avril dernier, un drone de l'armée malienne avait été abattu par l'Algérie. Depuis, le Mali a accusé l'Algérie de « soutenir le terrorisme international » et posé une requête devant la cour de justice internationale, réfutée par l'Algérie.

**Niger:** [Plusieurs attaques attribuées à l'Etat islamique au Sahel dans la région de Tillabéri](#) (ouest du pays) ont fait plusieurs morts dans les rangs des forces armées et de la garde nationale nigériennes, mais aussi parmi les civils. Aussi, des anciens combattants de groupes djihadistes et de mouvements [rebelles « repentis » ont été](#)

[intégrés dans l'armée nigérienne](#). Un bon nombre d'entre eux a été intégré pour servir sous le drapeau national » et les autres ont reçu des kits d'accompagnement afin de mener des activités génératrices de revenus.

**Nigeria:** le chef d'état-major de l'armée a dénoncé officiellement un [manque de moyens dans la lutte contre les djihadistes](#). Bien que la violence ait diminué depuis le pic atteint il y a dix ans, les attaques se poursuivent, principalement dans les zones rurales, Les forces de sécurité luttant également contre des gangs qui se livrent au vol de bétail et à des enlèvements dans les zones rurales du nord-ouest et du centre du pays.

**Sénégal:** [nouveau gouvernement](#) début septembre, après les départs de plusieurs

### Afrique de l'est

**Ethiopie:** un [rapport publié par la Commission d'enquête sur le génocide du Tigré](#) (CITG), intitulé « *Violences sexuelles et sexistes génocidaires durant la guerre au Tigré* », fait état de l'ampleur des exactions qui ont été commises, se basant sur le témoignage de 480.000 femmes âgées d'au moins 15 ans, soit un tiers de la population féminine de la région. 60 % d'entre elles ont été victimes de violences relatives à leur genre. La commission souligne notamment que des [viols et des agressions sexuelles ont été commis dans le but « d'empêcher la reproduction des femmes tigréennes »](#).

**Kenya:** [70 jeunes vont être jugés pour « terrorisme »](#), à l'encontre de l'Etat lors des manifestations du 25 juin. Selon la loi antiterroriste kényane, ils encourent jusqu'à trente ans de prison.

**Soudan:** fin octobre, la ville de El Fasher, capitale du Darfour du Nord, a été prise par les

### Afrique centrale

**Cameroun:** [Paul Biya, 92 ans et au pouvoir depuis 43 ans, remporte l'élection](#) présidentielle pour la 8<sup>ème</sup> fois. Son [opposant, Issa Tchiroma Bakary, dénonce une fraude](#) massive. Des [pertes humaines](#) sont à déplorer.

**République centrafricaine:** en vue des élections présidentielles de décembre, [l'opposition annonce déjà qu'elle boycottera](#) le scrutin.

**Tchad:** L'Assemblée nationale a adopté une révision de la Constitution [allongeant la durée du mandat présidentiel de cinq à sept ans, sans limiter le renouvellement des mandats](#).

ministres. [2 proches du 1er ministre](#), Ousmane Sonko, ont été nommés. Des voix dénoncent la [répression croissante des libertés d'expression](#) par le gouvernement.

Sur le plan économique, dans un contexte préoccupant (déficit budgétaire de 14 % et un encours de dette publique représentant 119 % du PIB), le [FMI a répondu positivement à la demande d'aide](#) du Sénégal. Le FMI a confirmé « des déclarations erronées significatives des déficits budgétaires et de la dette publique sur la période 2019-2023 ».

**Togo:** [nouveau gouvernement 5 mois après la démission de l'ancienne équipe](#), la plupart des ministres sortants ont été reconduits dans leurs fonctions. Le pays a connu en juin et juillet une série de manifestations très critiques du pouvoir.

paramilitaires, [d'effroyables tueries](#) ont été commises (dont le massacre de [460 personnes qui s'étaient réfugiées dans un hôpital](#)). Par ailleurs, la Cour pénale internationale (CPI) a [condamné début octobre un chef de milice soudanais](#) pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité durant la guerre civile, il y a vingt ans, dans la région du Darfour, une décision historique.

**Soudan du sud:** [les affrontements armés issus du conflit qui oppose le Président à l'ancien vice-président](#) ont provoqué depuis le début de l'année le [déplacement de deux millions de personnes](#), dont la sortie du pays de 300.000 personnes vers les pays voisins.

**Tanzanie:** [victoire proclamée de la Présidente sortante](#) au nouveau scrutin auquel elle a participé sans opposition et dans un [contexte de chaos et de violence](#).

## Afrique du sud et australe

RDC: Le gouvernement et le M23 se sont entendus, mi-octobre sur un [mécanisme de surveillance du cessez-le-feu](#) dans l'est du pays. La déclaration de principes en faveur d'un « cessez-le-feu permanent » à la suite d'un accord de paix signé entre la RDC et le Rwanda à la fin juin à Washington n'avait pourtant pas interrompu les combats. Un rapport des Nations Unis publié début septembre fait état de [violences constitutives de possibles crimes de guerre et crimes contre l'humanité](#) « commises par toutes les parties ». Le pays est également touché par [une reprise du virus Ebola](#), qui a fait 42 morts selon l'OMS.

## Environnement

---

**Sommet africain sur le climat:** début septembre, l'Ethiopie a accueilli une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernements africains pour cette deuxième édition. Le manque de [financements pour s'adapter à la multiplication des événements climatiques extrêmes](#) est au centre des débats.

## 05 | Actualités du RAEMH et du réseau Caritas

Des articles ont été publiés à l'occasion des fêtes nationales d'indépendance du [Mali](#) et de la [Guinée](#), l'occasion de faire le point sur la question migratoire dans ces deux pays.

En octobre ont également été célébrés la journée mondiale de [la santé mentale](#), avec un article de Caritas Espagne, et la journée mondiale du [refus de la misère](#), avec un article du Secours Catholique Caritas France.

[www.raemh.org](http://www.raemh.org)